

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

N 90 — 2207

3 JULI 1990. — Ministerieel besluit houdende bepaling van de laagste interestvoet van het ministerieel besluit van 2 augustus 1988 houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd bij de wet van 30 december 1988, inzonderheid de artikelen 87, 88, 93, 97 en 99;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 augustus 1988, houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten;

Gelet op het advies van de Nationale Raad voor Ziekenhuisvoorzieningen, afdeling financiering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 en de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de ziekenhuisbeheerders dringend in kennis moeten gesteld worden van de voorwaarden en regelen voor de financiering van de ziekenhuizen, inzonderheid wat de interestvoeten betreft van de korte termijnkredieten die in aanmerking worden genomen,

Besluit :

Artikel 1. De laagste interestvoet van de markt, bedoeld onder artikel 21 van het ministerieel besluit van 2 augustus 1988, houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten wordt, voor 1989, vastgesteld op 11,70 %.

Voor de volgende dienstjaren zal de laagste interestvoet van de markt vastgelegd worden op basis van het gemiddelde van de fourchette binnen dewelke de banksector de « basisvoet » bepaalt van de korte termijnkredieten, verhoogd met 0,5 percent.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 3 juli 1990.

Ph. BUSQUIN

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F 90 — 2207

3 JUILLET 1990. — Arrêté ministériel fixant le taux d'intérêt le plus bas du marché visé à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 2 août 1988 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de journée, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment les articles 87, 88, 93, 97 et 99;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1988 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de journée, du budget et de ses éléments constitutifs ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation;

Vu l'avis du Conseil national des établissements hospitaliers, section financement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les gestionnaires d'hôpitaux doivent être informés sans tarder des conditions et règles de financement des hôpitaux, notamment quant aux taux d'intérêts des crédits à court terme pris en considération,

Arrête :

Article 1er. Le taux d'intérêt le plus bas du marché visé à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 2 août 1988 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de journée, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation, est fixé à 11,70 % pour 1989

Pour les exercices suivants, le taux d'intérêt le plus bas du marché sera déterminé sur base de la moyenne de la fourchette dans laquelle le secteur bancaire place le « taux de base » des crédits à court terme, majorée de 0,5 pourcent.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 juillet 1990.

Ph. BUSQUIN

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS
COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2208

**Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant création de deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française**

RAPPORT A L'EXECUTIF

L'extension des compétences de la Communauté française réalisée par la révision de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et les nouveaux et importants transferts de personnel qu'elle a entraînés impliquait que soient arrêtées des dispositions assurant une refonte en profondeur des structures des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Cette nécessité inéluctable et l'urgence d'y faire face ont déjà été portées à la connaissance de l'Exécutif de la Communauté française le 6 mars 1989 dans le rapport qui lui a été fait au sujet du projet devenu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 janvier 1989 portant dispositions transitoires d'exécution du statut du personnel.

Dans les faits, il s'agit présentement, à l'instar de ce qui se réalise dans l'Administration générale du Royaume, de scinder les Services de l'Exécutif de la Communauté française en deux départements ministériels.

L'article 87, § 1^{er} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles habilite sans contestation possible l'Exécutif à prendre semblables dispositions.

Le libellé des dispositions formant ledit article 87 n'établit toutefois pas formellement qu'une telle mesure a ipso facto pour les Services de l'Exécutif les mêmes effets, en matière d'application du statut des agents de l'Etat, que ceux qui s'attachent d'office à la création de ministères dans l'Administration générale du Royaume. En effet, dans celle-ci, les départements ministériels constituent des entités administratives cloisonnées, sauf disposition contraire.

Il paraît donc s'ensuivre une insécurité juridique qu'il convient de maîtriser.

A cette fin, l'arrêté en projet énonce expressément, en son article 2, § 1^{er}, que les deux ministères qu'il crée au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française constituent deux ministères tels qu'ils sont visés notamment à l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Pour qu'aucune équivoque ne persiste, le même article 2 précise en son § 2 qu'il s'agit de deux administrations distinctes sans interpénétration des cadres. En outre, le § 3 prévoit l'existence d'un conseil de direction au sein de chacun des ministères créés.

Par ailleurs, les dispositions envisagées ci-avant ne permettraient aucune souplesse de fonctionnement des Services de l'Exécutif, si elles faisaient obstacle à la mobilité du personnel entre les deux ministères dont la création est envisagée.

Cependant l'adoption de textes réglementaires organisant un régime général de mobilité applicable au personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française, des services décentralisés, des établissements ou des entreprises créés par la Communauté française ne pourra s'envisager qu'après qu'auront été fixés les principes généraux du statut du personnel dans la forme prévue à l'article 87, § 4 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Pour couvrir toute éventualité à survenir avant l'adoption des mesures visées à l'alinéa précédent, l'arrêté en projet prévoit en son article 2, § 2, 2^e alinéa, la possibilité de réaliser certains transferts par arrêtés délibérés en Exécutif.

Tels sont l'objet et la motivation de l'arrêté portant création de deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Bruxelles, le 20 août 1990.

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

**20 AOUT 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
portant création de deux ministères au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par les lois du 8 août 1988 et du 16 janvier 1989, notamment les articles 87 et 88;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat tel que modifié à ce jour, notamment les articles 6 et 116;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat tel que modifié à ce jour, notamment l'article 28;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 14 juin 1990;

Vu le protocole conclu le 19 juillet 1990 au Comité de négociation du secteur XVII;

Vu le protocole conclu le 23 juillet 1990 au Comité de négociation du secteur IX;

Vu l'accord du Ministre-Président compétent en matière de fonction publique et de budget donné le 14 août 1990;

Considérant qu'il s'indique de déterminer sans autre délai la structure de base des Services de l'Exécutif de la Communauté française après l'exécution des principales dispositions en matière de transfert de personnel consécutives à l'adoption de la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de fixer immédiatement les structures essentielles des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Sur la proposition de tous les Ministres membres de l'Exécutif;

Vu la délibération de l'Exécutif du 20 août 1990,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sein des Services de l'Exécutif de la Communauté française, sont créés deux ministères dénommés ainsi qu'il suit :

- Ministère de la Culture et des Affaires sociales;
- Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du statut des agents de l'Etat, des dispositions qui l'exécutent ou des dispositions prises en exécution de celui-ci, les deux ministères créés à l'article 1^{er} correspondent à deux ministères tels qu'ils sont notamment prévus à l'article 6 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

§ 2. Les deux ministères créés à l'article 1^{er} constituent des administrations distinctes sans qu'il existe une interpénétration de cadres entre eux.

Les agents faisant partie du personnel de l'un des deux ministères visés à l'alinéa précédent pourront néanmoins être transférés à l'autre ministère par arrêté délibéré en Exécutif.

§ 3. Par application des dispositions du statut des agents de l'Etat, il existe un Conseil de direction au sein de chacun des ministères créés à l'article 1^{er}.

Art. 3. Les Ministres membres de l'Exécutif de la Communauté française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 20 août 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation,
du Sport et du Tourisme, et des Relations internationales de la Communauté française,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche de la Communauté française,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé de la Communauté française,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2208

Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
tot oprichting van twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap

VERSLAG AAN DE EXECUTIEVE

De uitbreiding van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap, verwezenlijkt door de herziening van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met de nieuwe en belangrijke overdrachten van personeel die hieruit voortvloeiden, maakte het noodzakelijk dat bepalingen werden genomen om de structuren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap grondig te wijzigen.

Deze onvermijdelijke en dringende noodzakelijkheid dit te verhelpen werd reeds op 6 maart 1989 ter kennis van de Executieve gebracht in het verslag dat voor haar werd uitgebracht in verband met het ontwerp van besluit, dat intussen het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 januari 1989 houdende overgangsbepalingen tot uitvoering van het statuut van het personeel is geworden.

In de werkelijkheid dienen nu, naar het voorbeeld van wat in 's lands algemeen bestuur gebeurt, de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap in twee ministeriële departementen te worden gesplitst.

Artikel 87, § 1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen machtigt er zonder twijfel de Executieve toe zulke bepalingen te treffen.

De tekst van de bepalingen van dat artikel 87 zegt echter niet uitdrukkelijk dat een dergelijke maatregel voor de Diensten van de Executieve ipso facto dezelfde uitwerking heeft, inzake toepassing van het statuut van de Rijksambtenaren, als deze die gepaard gaat met de oprichting van ministeries in 's lands algemeen bestuur, waar de ministeriële departementen administratief afgescheiden entiteiten zijn, tenzij anders is bepaald.

Hieruit vloeit bijgevolg een rechtsonzekerheid voort die moet worden verholpen.

Daartoe bepaalt het ontworpen besluit uitdrukkelijk, bij zijn artikel 2, § 1, dat de twee ministeries die in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap worden opgericht, twee ministeries vormen zoals die inzonderheid bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel bedoeld zijn.

Om elke dubbelzinnigheid te vermijden, bepaalt dat artikel 2, bij zijn § 2, dat het gaat om twee onderscheiden administraties zonder interpenetratie van de formaties. Bovendien voorziet § 3 in een directieraad binnen elk van de aldus opgerichte ministeries.

Die bepalingen zouden overigens geen soepele werking van de Diensten van de Executieve mogelijk maken, indien ze de mobiliteit van het personeel tussen de twee ministeries waarvan de oprichting ontworpen is, in de weg zouden staan.

Verordeningsteksten houdende organisatie van een algemene mobiliteitsregeling toepasselijk op het personeel van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, van de gedecentraliseerde diensten, de inrichtingen of ondernemingen opgericht door de Franse Gemeenschap, kunnen echter alleen worden besloten nadat de algemene beginselen van het statuut van het personeel, in de vorm bepaald bij artikel 87, § 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, vastgesteld zijn.

Om elke eventualiteit te dekken die zich zou kunnen voordoen voordat de bij het vorige lid bedoelde maatregelen worden getroffen, voorziet artikel 2, § 2, lid 2, van het ontworpen besluit in de mogelijkheid om bepaalde overdrachten bij in de Executieve overlegde besluiten te verwezenlijken.

Dit zijn het doel en de motivering van het besluit tot oprichting van twee ministeries van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Brussel, 20 augustus 1990.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

**20 AUGUSTUS 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
tot oprichting van twee ministeries in de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989, inzonderheid op de artikelen 87 en 88;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals tot heden gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 6 en 118;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel, zoals tot heden gewijzigd, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het advies van de Directieraad;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juni 1990;

Gelet op het protocol afgesloten op 19 juli 1990 in het Onderhandelingscomité van sector XVII;

Gelet op het protocol afgesloten op 23 juli 1990 in het Onderhandelingscomité van sector IX;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, bevoegd inzake openbaar ambt en begroting, gegeven op 14 augustus 1990;

Overwegende dat het aangewezen is de basisstructuur van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap zonder verwijl te bepalen na uitvoering van de hoofdbepalingen inzake overdracht van personeel, voortvloeiend uit de aanneming van de wet van 8 augustus 1988 tot wijzigingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de bijzonder dringende noodzakelijkheid de essentiële structuren van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap onmiddellijk vast te leggen;

Op de voordracht van alle Ministers, lid van de Executieve;

Gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 20 augustus 1990 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. In de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, worden twee ministeries opgericht, genoemd als volgt:

- Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken;
- Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van het statuut van het Rijkspersoneel, van de bepalingen tot uitvoering ervan of van de bepalingen, genomen tot uitvoering ervan, vormen de twee ministeries opgericht bij artikel 1 twee ministeries, inzonderheid in de zin van artikel 6 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel.

§ 2. De twee ministeries opgericht bij artikel 1 vormen onderscheiden administraties, zonder dat er tussen die een interpenetratie van de formaties bestaat.

De ambtenaren die behoren tot het personeel van een van de twee ministeries bedoeld in het vorig lid, kunnen niettemin bij een in de Executieve overlegd besluit naar het andere ministerie worden overgedragen.

§ 3. Bij toepassing van de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel, bestaat er een Directieraad in elk van de ministeries opgericht bij artikel 1.

Art. 3. De Ministers, lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 20 augustus 1990.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming,
Sport en Toerisme, en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap,
J.P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Onderzoek van de Franse Gemeenschap,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid van de Franse Gemeenschap,
F. GUILLAUME